



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

**ARRÊTÉ inter-préfectoral n°2025/ICPE/075 portant transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière
située sur les communes de VALLONS-DE-L'ERDRE et VAL D'ERDRE-AUXENCE
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société COURANT**

LE PREFET DE MAINE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.516-1, R.516-1 et R.181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté interpréfectoral DDID-2022-n°62 du 17 mars 2022 autorisant la société LA FLORENTAISE à exploiter la sablière des Bédoutières-La-Sanglerie sur les communes de Vallons-de-l'Erdre et Val d'Erdre-Auxence ;

Vu la demande en date du 16 janvier 2025 par laquelle la société COURANT, dont le siège social est situé 2739 Route de Saint-Laurent-de-la-Plaine – 49 290 CHALONNES-SUR-LOIRE, a sollicité le transfert de l'autorisation d'exploiter à son profit ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 21 février 2025;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société COURANT le 24 février 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 6 mars 2025

Vu l'attestation d'achat d'un fonds de commerce d'exploitation à ciel ouvert de sable, sis à La Sanglerie – La Cornuaille sur la commune de VAL D'ERDRE-AUXENCE par la société COURANT en date du 30 avril 2025 ;

Considérant que le changement d'exploitation d'une carrière est soumis à autorisation

préfecturale préalable ;

Considérant que la société COURANT dispose des capacités techniques et financières qui lui permettent d'exploiter la sablière des Bédoutières-La-Sanglerie sur les communes de Vallons-de-l'Erdre et Val d'Erdre-Auxence et d'en assurer la remise en état ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de Maine-et-Loire et de Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

TITRE I. TRANSFERT DE L'AUTORISATION D'EXPLOITATION

Article I.1. Exploitant

L'autorisation d'exploiter la sablière des « Bédoutières-La-Sanglerie » sur les communes de Vallons-de-l'Erdre en Loire-Atlantique et Val d'Erdre-Auxence en Maine-et-Loire délivrée par arrêté inter-préfectoral DDID-2022-n°62 du 17 mars 2022, pour une durée de 20 ans à la société LA FLORENTAISE, est transférée à la société COURANT, SIRET 063 200 273 00025, dont le siège social est situé 2739 Route de Saint-Laurent-de-la-Plaine – 49 290 CHALONNES-SUR-LOIRE.

Article I.2. Prescriptions

Les prescriptions et les obligations définies dans l'arrêté inter-préfectoral DDID-2022-n°62 du 17 mars 2022 sont applicables au nouvel exploitant.

Article I.3. Garanties financières

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la société COURANT adresse à la préfecture de la Loire-Atlantique (direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – Bureau des procédures environnementales et foncières) les justificatifs de la constitution de garanties financières pour un montant correspondant aux frais de remise en état pendant la période quinquennale en cours. Le montant devra être actualisé pour tenir compte de l'évolution de la TVA et de l'indice TP01 selon les modalités définies à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 09/02/2004 susvisé.

TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

Article II.1. Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article II.2. Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article [R. 181-45](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article II.3. Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Vallons-de-l'Erdre en Loire-Atlantique et Val d'Erdre-Auxence en Maine-et-Loire et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché aux mairies de Vallons-de-l'Erdre en Loire-Atlantique et Val d'Erdre-Auxence en Maine-et-Loire, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des préfectures de la Loire-Atlantique et de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

Article II.4. Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de la Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriand-Ancenis, la sous-préfète de Segré-en-

Anjou-Bleu, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, les Maires des communes de Vallons-de-l'Erdre en Loire-Atlantique et Val d'Erdre-Auxence en Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angers, le 19 MAI 2025

LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de Maine-et-Loire

Emmanuel LE ROY

Châteaubriant, le 22 MAI 2025

LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF